

Géopolitique : En Nouvelle-Calédonie, réfléchir et travailler sur le long terme

Category: 2020-2030,Actualités,Géopolitique,Outre-Mer
22 janvier 2025



Commentaire AASSDN : Les événements qui se déroulent en Nouvelle-Calédonie et plus généralement la situation fragile de nos DROM-COM (1) révèlent que les 2,5 millions de compatriotes ultra-marins qui habitent sur les 120 000 km² de terre et les 10 millions de km² de ZEE qui leur sont rattachés – sur les 11 millions que possède au total notre pays – ne sont pas véritablement intégrés dans une stratégie générale, c'est-à-dire une politique nationale à vocation mondiale.

C'est donc une France de 670 000 km², dont le territoire occupe des positions hautement stratégiques, en Europe certes, mais aussi en Amérique, en Afrique et en Asie/Pacifique, c'est-à-dire sur la totalité du globe et disposant de ressources naturelles à la fois immenses mais souvent sous-exploitées, qui doit nous conduire à définir une stratégie nationale ambitieuse d'investissement, de développement et d'influence et de partenariats.

La France est un pays souverain dont le seul horizon ne se limite pas à la seule UE ni aux pays du Sahel. Elle dispose d'un potentiel à la hauteur de sa vocation. Il appartient aux responsables politiques d'en prendre conscience et d'organiser la remontée en puissance de notre pays sur ces réalités géographiques.

(1) DROM COM :

Sont dénommés « départements et régions d'outre-mer » (DROM), les territoires des collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution, à savoir la Martinique, la Guadeloupe, la

Guyane, La Réunion et Mayotte.

Sont dénommés « collectivités d'outre-mer » (COM), les autres territoires des collectivités relevant de l'article 72-3 de la Constitution, à savoir la Polynésie française, les îles Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Nouvelle-Calédonie, ainsi que les Terres australes et antarctiques françaises et l'île de la Passion-Clipperton.

Source : <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c2316>

Les gouvernements se succèdent en métropole et en Nouvelle-Calédonie. Déjà huit ministres des outre-mer depuis 2017, ce qui empêche de mener une politique sur le temps long. Or c'est bien de vision à long terme que la Nouvelle-Calédonie a besoin.

Depuis notre dernière tribune, il n'y a pourtant pas un mois de cela, les deux gouvernements qui président aux destinées de la Nouvelle-Calédonie sont tombés : celui de Paris, le 4 décembre, puis celui de Nouméa, le 24. En quelques semaines, nous aurons donc changé de Premier ministre, de ministre de l'Outre-mer - le huitième depuis 2017 - et de président du gouvernement de la collectivité de Nouvelle-Calédonie. Vu la situation politique en métropole, il n'est pas impossible que le gouvernement de M. Bayrou soit lui aussi tombé lorsque sera publié le prochain texte dans cette série ; quant à l'exécutif calédonien, sa durée de vie moyenne est inférieure à 18 mois (17 en 25 ans).

Les indépendantistes travaillent plus que les loyalistes

Pourquoi rappeler ces choses ? Parce que bien trop peu de gens, notamment parmi les partisans de la France, semblent en mesurer l'importance et surtout en tirer les conséquences. Il y a deux erreurs majeures, d'ailleurs liées, qu'ont faites les loyalistes depuis 40 ans : se reposer sur l'État, et se montrer incapables de réfléchir et travailler *sur le long terme*, le regard fixé non sur la dernière actualité à Nouméa ou Paris, mais sur leur ambition véritable : une Calédonie qui soit française - et qui prospère sous le drapeau français - dans 50, 100, 200 ans. Cela est d'autant plus tragique que les indépendantistes ont, eux, effectué ce travail. Ils ont créé des réseaux, avec la France métropolitaine, avec ses autres outre-mer, avec l'étranger (proche et lointain). Ils ont produit des thèses et des travaux universitaires ; ils ont fait de l'entrisme dans les organisations internationales ; ils ont mobilisé les énergies, les intelligences et les financements. Se focaliser, pour les dénoncer, sur des réalités comme le Groupe d'initiative de Bakou, masque ce qui importe réellement : car s'il est vrai que, parfois, l'activisme peut devenir illégitime, voire illégal, pour l'essentiel, le mouvement indépendantiste en Nouvelle-Calédonie a simplement fait son travail - *le travail de ses idées*, conjointement avec la mouvance « décolonialiste » mondiale.

Les loyalistes n'ont fait aucun travail sur les idées

Le drame, c'est que personne en face ne lui ait répondu, ou presque. C'est ce qui nous a stupéfait et, d'ailleurs, encouragé à nous engager lorsque, au moment des campagnes référendaires ayant débuté en 2018, nous nous sommes rendu compte que, en dehors de l'archipel, personne ou presque ne travaillait à la défense de la Nouvelle-Calédonie française : ni d'un point de vue universitaire, ni dans le débat public. Face à ceux qui militaient pour l'indépendance, tout juste trouvait-on quelques voix qui auraient défendu une forme d'association, c'est-à-dire... l'indépendance sous une autre forme. On ne peut pas espérer

remédier à une situation sans d'abord y apporter de diagnostic : or, ce diagnostic, même si cela est douloureux à entendre, est que l'échec intellectuel des loyalistes est sans appel.

Sans doute y a-t-il des causes diverses à cela. Mais la principale nous apparaît clairement qu'ils se sont appuyés sur l'État et ont trop longtemps cru que c'était son rôle à lui de préparer l'avenir de la « Calédonie française ». Et, certes, on aurait pu croire que ce l'était. Dans un pays autre que la France, la haute administration, travaillant avec les meilleurs universitaires, et après avoir largement consulté les parties prenantes et tenté d'apprendre des expériences étrangères, aurait préparé en amont un projet de statut pérenne de la Nouvelle-Calédonie dans la France. Ce projet aurait été proposé et, dans les faits, imposé dès le 13 décembre 2021, lendemain du troisième référendum d'autodétermination ; et peut-être n'y aurait-il plus, aujourd'hui, ou qu'à peine, de « dossier calédonien ». Mais l'État, il importe que ceux qui ne l'ont pas encore compris s'en persuadent, ne voit pas sa mission comme de préserver la souveraineté de la France sur toutes ses provinces, y compris la Nouvelle-Calédonie, ni d'aider celle-ci à prospérer à l'ombre du drapeau tricolore. Ses intérêts sont autres.

L'État n'a pas de vision

La vérité oblige à dire que la logique du processus politique entamé il y a 40 ans l'y encourage d'ailleurs, puisqu'il a consisté à déléguer la décision politique - et donc inévitablement tout ce qui se trouve derrière - aux parties calédoniennes, indépendantiste et non-indépendantiste. Pour notre part, nous avons toujours douté de la sagesse de pareille logique, dans la mesure où ces parties ne sont d'accord sur rien et ne peuvent donc s'« accorder » qu'au prix de formulations ambiguës permettant à chacun d'y lire ce qu'il souhaite (jusqu'au jour où il faut sortir de ces ambiguïtés et où, alors, elles explosent), et nous pensons d'ailleurs que son fondement juridique a aujourd'hui disparu. Mais le fait demeure qu'elle s'est imposée ; or, les loyalistes n'ont pas compris son implication inévitable, qui de l'extérieur, apparaît pourtant évidente : dans leur défense de la Calédonie française, ils sont seuls.

Ce projet de statut pérenne, c'est *eux* qui auraient dû le préparer et le proposer. Les réflexions sur les inévitables réformes de l'économie de l'île, son aménagement, son intégration régionale, la manière de faire cohabiter sur une même terre des groupes ethnoculturels profondément différents (autrement que par la revanche du colonisé, devenu figure de l'Opprimé, que proposent les indépendantistes), c'est *eux* qui auraient dû la mener ou du moins la susciter. Or, comme ils n'ont absolument pas la masse humaine critique pour cela, il leur aurait fallu créer des réseaux, monter des initiatives, aller parler à tous ceux qui, en France ou à l'étranger, étaient en mesure de les aider. Quand on pense à l'impact qu'ont pu avoir certains universitaires ou journalistes qui, depuis des décennies, pilonnent le terrain pour le compte de la cause indépendantiste, on ne peut que rêver à ce qui aurait été possible si, en face, les loyalistes avaient fait de même (avec, certes, davantage de bonne foi et de rigueur intellectuelle, ce qui peut être handicapant à court terme, mais se révèle toujours payant à plus long terme). On ne peut pas dire, bien sûr, que *rien* n'ait été fait. Mais peu, si peu...

Se lamenter, certes, ne sert à rien. S'il convient de faire un examen de conscience lucide, c'est avant tout pour agir. Les partisans de la Calédonie française ont des décennies de retard à rattraper et semblent - et encore, pas tous - n'avoir commencé à le comprendre qu'au sortir des référendums de 2018-2021. Tout, ou presque, de ce travail de réflexion, d'influence, d'action, reste à construire.

Les loyalistes ont des décennies de retard

Il ne s'agit évidemment pas, en quelques lignes, d'expliquer ou encore moins de dicter ce qu'il convient de faire : en tant que juriste universitaire, que non-calédonien, notre perspective est elle aussi très partielle. Mais il convient urgemment de lancer cette réflexion et surtout d'agir, à tous les niveaux.

Trois axes principaux se dessinent à cet égard.

D'une part, un travail en direction de la France métropolitaine. Il est difficile, hélas, de surestimer l'ignorance dans laquelle la Nouvelle-Calédonie y est tenue, y compris chez les gens qui - du gouvernement et de la haute administration aux juridictions suprêmes que sont le Conseil d'État et la Cour de cassation - déterminent en large mesure son avenir (chez les universitaires, les parlementaires, les acteurs économiques et sociaux aussi). Or, pour ne prendre qu'un exemple qui nous soit proche, si des thèses universitaires devaient être écrites sur la Nouvelle-Calédonie dans une perspective non-indépendantiste, elles le seraient plus vraisemblablement à Paris qu'à Nouméa : mais comment le seraient-elles, si ni les étudiants ni leurs potentiels directeurs de thèse ne connaissent ou ne s'intéressent à ces problématiques ?

Deuxième axe : les autres outre-mer français. Nous sommes stupéfaits de l'absence de coordination, ou simplement d'échanges, entre eux. Certes, ils sont éloignés les uns des autres ; certes aussi ils peuvent être très différents. Mais les problématiques communes sont évidemment nombreuses : tous ceux qui, de Point-à-Pitre à Papeete, et de Fort-de-France à « Port-de-France » [\[1\]](#), sont attachés à la France devraient donc s'unir, sans oublier d'expliquer aux ultramarins qui se croient protégés des visées du Groupe de Bakou qu'eux aussi sont menacés à plus long terme, et que donc ils sont concernés *maintenant*. Les outre-mer français ont partie liée, et nous sommes convaincus que leur avenir s'écrit de manière commune (ce qui n'empêche en rien, bien au contraire, le respect de la diversité de chacun, ce qui est plus facile à expliquer et mettre en œuvre ensemble).

Enfin, l'environnement régional. Vu d'Australie, la France est souvent perçue comme la dernière des puissances coloniales, et les images de 2024 n'auront rien fait pour démentir cette impression. Bien sûr, il y a derrière cette présentation beaucoup de propagande (souvent inconsciente, d'ailleurs), mais il y a aussi une réalité : celle de la « Franconésie ». Il importe donc de travailler à la fois sur cette réalité, en comprenant que la Nouvelle-Calédonie pourrait être à la fois *d'avantage française* et *d'avantage océanienne*, pourvu qu'elle comprenne enfin comment articuler ces deux dimensions ; mais aussi sur sa perception, en présentant une alternative au « narratif » décolonialiste (qui est d'ailleurs aujourd'hui très daté et ne comprend pas que le monde de 2025 n'est plus celui de la conférence de Bandung en 1955).

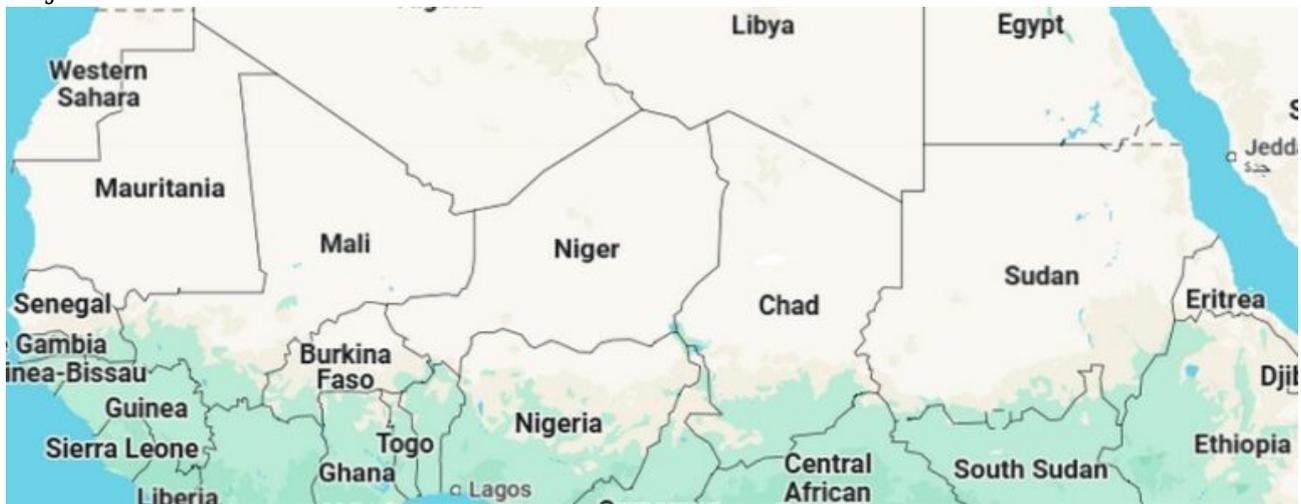
Alors, certes, les gouvernements comptent *aussi* : il ne s'agit pas de dire qu'il convient de n'accorder aucune importance aux soubresauts de la vie politique, locale ou nationale. En revanche, il importe de se convaincre que celle-ci n'est pas l'essentiel. Des gouvernements calédoniens, des Premiers ministres, des ministres de l'Outre-mer, il y en a eu et il y en aura encore beaucoup. L'essentiel ne se joue pas là ; c'est à *beaucoup plus long terme* qu'il nous faut réfléchir et travailler, si nous voulons espérer que la Nouvelle-Calédonie reste française et puisse prospérer en tant que telle.

[Eric DESCHEEMAER](#)

Stratégie. Les conditions d'une future politique sahélienne

Category: 2020-2030,Afrique,Mafias et terrorisme

22 janvier 2025



Au Sahel où le retrait français a laissé le champ libre aux GAT (Groupes armés terroristes), la situation est désormais hors contrôle. Face aux massacres de civils, les armées locales sont totalement dépassées quand elles ne sont pas complices. Quant aux mercenaires russes, ce n'est pas en multipliant les crimes de guerre qu'ils pourront faire croire aux populations qu'ils sont animés de la « *parcelle d'amour* » qui était si chère à Lyautey et aux grands coloniaux français...

Il faut bien voir que la catastrophe actuelle résulte de deux principales erreurs de diagnostic faites par les décideurs parisiens :

1) Avoir cautionné la cuistrerie de ceux de leurs « experts » officiels qui qualifiaient systématiquement de jihadiste tout bandit armé ou même tout porteur d'arme.

Alors que nous étions face à un « cocktail » de revendications ethniques, sociales et politiques opportunément habillées du voile religieux, et que le trafic était devenu le poumon économique de populations subissant les effets d'une désertification accélérée par la démographie. D'où la jonction entre trafic et islamisme, le premier se faisant dans la bulle sécurisée par le second.

2) Avoir ignoré les constantes ethno-historico-politiques régionales.

Un tel refus obstiné de prendre en compte les réalités ethniques s'explique à la fois par l'idéologie et par l'ignorance. Avec pour conséquence que des solutions aussi hors sol que simplistes ont été plaquées sur la complexe, mouvante et subtile alchimie humaine sahélienne.

En effet, dans ces immensités où le jihadisme surinfecte de vieilles plaies ethno-historiques, présenter comme solution un processus électoral est une farce tragique car il n'aboutit qu'à un sondage ethnique grandeur nature. Quant au discours convenu prônant la nécessité de combler le « *déficit de développement* » ou encore la « *bonne gouvernance* », il relève du charlatanisme politique...

En 2025, si, après avoir été honteusement « éjectée » du Sahel à la suite de l'accumulation des erreurs commises par Emmanuel Macron, la France décidait d'y revenir, ses dirigeants devraient alors bien réfléchir. Ils ne devraient en effet plus voir la question régionale à travers le prisme des idéologies euro-centrées, des automatismes contemporains et des « *singularités* » LGBT.

Tout au contraire, il s'agirait pour eux de replacer les événements dans leur contexte historique régional à travers cette longue durée qui, seule, permet de comprendre qu'ils sont liés à un passé toujours prégnant et qui conditionne largement les choix des uns et des autres.

Bernard LUGAN*

[Editorial de janvier 2025](#)

*Pour le comprendre, on se reportera à mon livre [Histoire du Sahel des origines à nos jours](#).

Pour aller plus loin, lire :

[L'Afrique Réelle n°181 - Janvier 2025](#)

Sommaire

Dossier : L'année 2024 en Afrique, bilan et perspectives pour 2025

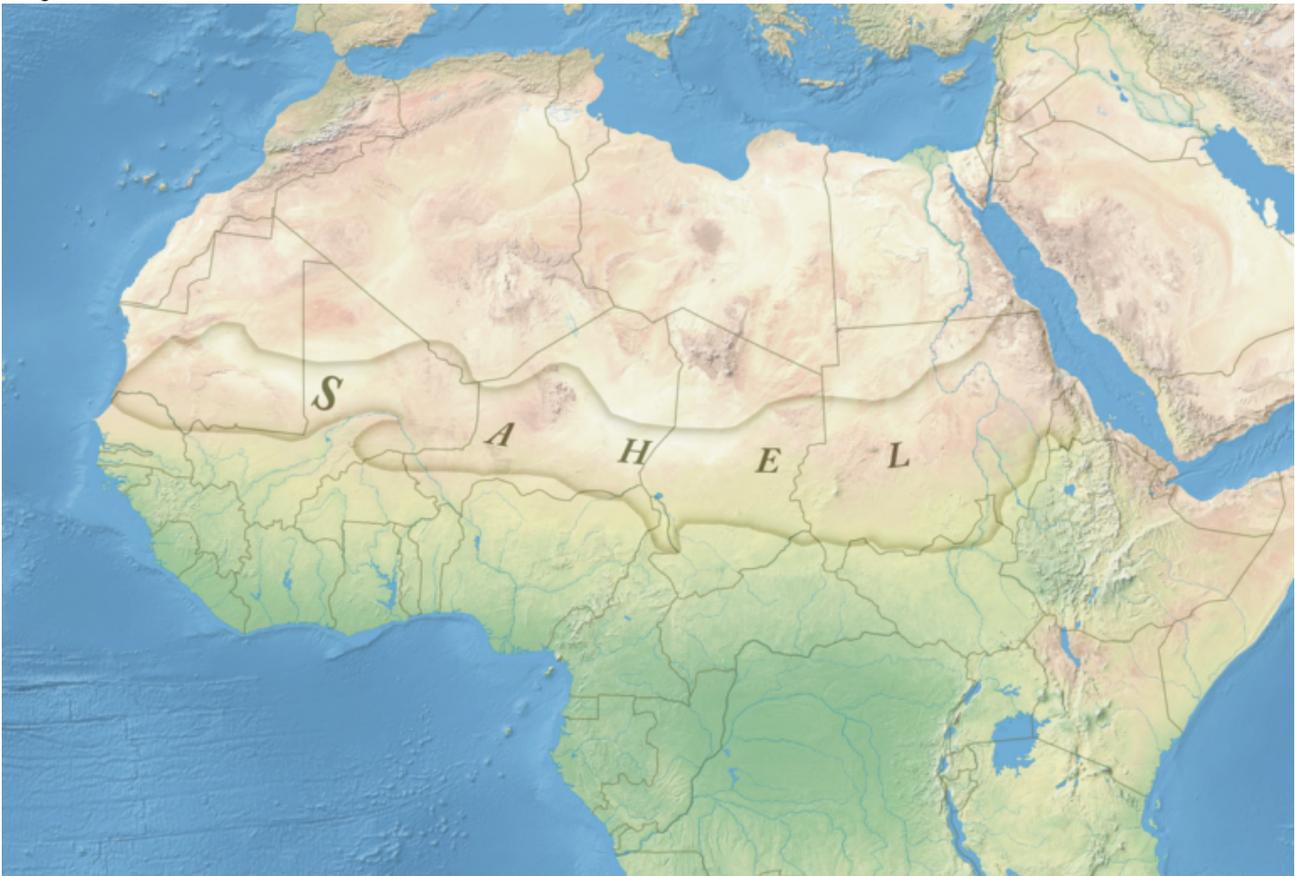
- L'Algérie sans boussole
- Algérie, un bilan diplomatique désastreux
- Le trou noir du Sahel
- Ailleurs sur le continent

Dossier : Soudan, la guerre de l'est contre l'ouest

- La descente aux enfers du Soudan
 - Les fronts du Soudan
-

Après le retrait français, le Sahel livré à lui-même entre conflits et influences extérieures

Category: 2020-2030,Actualités,Afrique,Géopolitique,Mafias et terrorisme
22 janvier 2025



Après la mort de 52 des meilleurs enfants de France tombés pour défendre des Maliens et des Nigériens préférant émigrer en France plutôt que se battre pour leurs pays respectifs, que devient le Sahel depuis le retrait français des années 2022 et 2023 ? La région est en effet sortie de l'actualité française, d'une part parce que l'Ukraine et le Moyen-Orient attirent tous les regards ; d'autre part, en raison de la situation intérieure hexagonale. Or, à bas bruit, se poursuit l'extension des territoires contrôlés par les islamistes, par les trafiquants de drogue et par les passeurs de migrants.

Commentaire AASSDN : Cet éditorial de Bernard Lugan rappelle quelques réalités géographiques et vérités historiques qui s'imposent aujourd'hui à tout esprit ouvert ayant un minimum de culture.

A l'heure où certaines déclarations officielles françaises très sélectives relatives aux opérations de maintien de l'ordre en Algérie font la une de certains médias, il appartient notamment à l'AASSDN, de défendre la mémoire de ceux des Services spéciaux qui ont donné leur vie pour

la France ou sacrifié leur réputation pour faire cesser des attentats terroristes meurtriers du FLN à Alger en 1957.

Avec des moyens dérisoires à l'échelle du gigantesque théâtre d'opérations saharo-sahélien, - plus de 8 000 000 km² de désert et plus de 3 000 000 km² de Sahel -, *Barkhane*, qui n'était que de passage, n'était évidemment pas en mesure de refermer ces plaies ethno-raciales ouvertes depuis la nuit des temps et qui sont à la base des guerres actuelles.

Aujourd'hui, les Russes comprennent à leur tour qu'ils ne peuvent agir sur les constantes millénaires qui conditionnent les définitions politico-sociales régionales. Ils ne peuvent pas davantage résoudre les problèmes liés à la démographie, à la sous-administration et à l'inexistence d'Etats sans profondeur historique qui associent tout à fait artificiellement des Nord blancs et des Sud noirs immémorialement antagonistes.

L'ignorance des constantes ethno-historico-politiques régionales et d'un milieu dans lequel les populations ont une tradition de violence en raison de la concurrence pour les maigres ressources en eau ou en pâturages, a fait qu'un conflit localisé à l'origine au seul nord-est du Mali, limité à une fraction touareg, et dont la solution passait par la satisfaction de revendications politiques légitimes de cette dernière, s'est transformé en un embrasement régional échappant désormais à tout contrôle.

Un désastre qui s'explique par une erreur originelle de diagnostic. La polarisation sur le jihadisme fut en effet l'alibi servant à masquer la méconnaissance des décideurs français, doublée de leur incompréhension de la situation. Comme je n'ai cessé de le dire et de l'écrire depuis au moins deux décennies, le jihadisme saharo-sahélien est en effet, et d'abord, la surinfection de plaies ethniques séculaires et même parfois millénaires.

Or, comme il vient d'être dit, nul n'étant en mesure de cautériser ces dernières, les malheureuses populations continueront donc à vivre dans la terreur.

N'en déplaise aux tueurs de mémoire, nous assistons bien en réalité au retour à la longue durée régionale. Une situation qui avait été mise entre parenthèses entre les années 1890 et 1960, durant la brève parenthèse coloniale, quand la France s'est ruinée avec application pour assurer la paix aux populations, pour les soigner, pour les nourrir, pour tracer des routes, lancer des ponts, bâtir dispensaires, hôpitaux, écoles...

Bernard Lugan

[*Blog de l'auteur*](#)

Editorial du 1^{er} novembre 2024

[10 mois de guerre entre le Hamas et Israël](#)

[: Bilan et perspectives - Entretien avec Alain Chouet](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Désinformation,Géopolitique,Maghreb - Moyen Orient
22 janvier 2025



Alain Chouet, ancien chef du Service de Renseignement à la DGSE, explique que la stratégie militaire d'Israël contre le Hamas montre des résultats mitigés : bien que les opérations aient sévèrement affaibli les capacités du groupe, elles risquent de se traduire par une victoire à la Pyrrhus, car le Hamas pourrait se régénérer grâce à la frustration et au désir de vengeance qu'elles engendrent. Par ailleurs, il distingue les éliminations ciblées des responsables du Hamas, qui sont une pratique bien rodée des services spéciaux israéliens, bénéficiant d'une large acceptation publique en Israël.

Commentaire AASSDN : Notre amicale estime particulièrement utile et pertinent de relayer cet article sur son site car les réponses apportées par l'ancien directeur du renseignement de la DGSE s'appuient sur une longue expérience au sein des Services spéciaux et une connaissance approfondie des pays du Moyen Orient. Ses propos corrigent les analyses souvent superficielles et parfois marquées par l'idéologie, de pseudo experts présents dans de nombreux médias. Cette interview participe donc à la lutte contre la désinformation; Cette menace insidieuse et croissante s'attaque fréquemment aux intérêts fondamentaux de la Nation dont la défense est au cœur des préoccupations de l'AASSDN .

Le Diplomate (LD) : Après 10 mois de guerre et qui ont suivi les massacres du 7

octobre, quel est, sur le plan strictement militaire, le bilan d'Israël à propos de sa stratégie d'« éradication » du Hamas ? Comment expliquer notamment l'efficacité notable des services spéciaux israéliens quant aux éliminations ciblées des responsables de l'organisation terroriste palestinienne ?

Alain Chouet (AC) : Ce sont deux problématiques différentes. Les éliminations ciblées sont une constante des services spéciaux israéliens depuis 1948. Le Mossad, l'Aman et le Shabak entretiennent en permanence des dossiers d'objectif sur toutes les structures ou personnes susceptibles de nuire à la sécurité du pays ou convaincues de lui avoir nuï. Ils sont donc en mesure de passer à l'action à tout moment sur un court préavis ou en fonction des opportunités comme on l'a vu à de très nombreuses reprises, notamment depuis l'attentat contre les athlètes israéliens aux Jeux Olympiques de Munich. S'agissant pour Israël d'une question de vie ou de mort entretenue par une lourde mémoire collective, la méthode est admise par l'opinion et ne rencontre pas les réticences morales, éthiques ou politiques auxquelles sont soumis les autres services des démocraties, notamment en Europe.

La stratégie d'élimination du Hamas relève d'une autre logique qui est celle d'une intervention militaire massive, souvent indifférenciée et à visage découvert. Son bilan est beaucoup plus mitigé malgré les très lourds dégâts matériels et humains qu'elle entraîne. Certes la masse de manœuvre et les capacités de nuisance de la milice terroriste sont durement atteintes et nombre de ses éléments aguerris et de ses cadres ont été éliminés. Mais son affaiblissement risque de s'analyser en une victoire à la Pyrrhus. Le Hamas n'est que l'émanation palestinienne de la galaxie violente des Frères Musulmans soutenus par certaines pétromonarchies, une partie des opinions publiques du monde musulman et instrumentalisée à des fins stratégiques par l'Iran tandis qu'il se pose en martyr et se victimise auprès de nombre de sociétés du tiers monde et de naïfs occidentaux.

Il y a donc tout lieu de redouter qu'il renaisse de ses cendres dès que la pression armée d'Israël sur Gaza devra bien être levée. Cela prendra sans doute un peu de temps mais l'organisation n'aura aucun mal à assurer la relève des militants éliminés dans le vivier de souffrance, de frustration et de désir de vengeance provoqués par l'opération interminable mais finalement peu concluante de Tsahal dans l'enclave.

LD : Le Mossad a récemment réalisé des opérations ciblées en utilisant des technologies avancées, y compris l'IA et le contrôle à distance, pour éliminer des leaders ennemis en Iran. Selon vous, quelles pourraient être les prochaines cibles potentielles du Mossad, et comment pensez-vous que ces opérations pourraient évoluer en termes de stratégies et de technologies employées ?

AC : Je vous laisse la responsabilité de dire quelles technologies le Mossad a utilisées pour mener à bien ses dernières opérations en Iran. Je ne les connais évidemment pas et j'ignore quelles pourraient être ses prochaines cibles.

Ce que je sais en tant que professionnel c'est que dans ce domaine chaque cas est un cas d'espèce et que tout est affaire de circonstances et d'opportunités. Il n'y a pas de règle générale et on cherche toujours le moyen le plus simple d'arriver à ses fins sachant que plus la méthode employée est complexe et sophistiquée, plus les risques d'échec sont importants.

LD : À notre époque hautement technologique, on l'a vu, le renseignement humain a-t-il encore son importance ? Et si oui, comment Israël le développe et l'entretien dans des pays ou des zones hostiles comme en Syrie, en Iran voire à Gaza ou dans les territoires palestiniens de Cisjordanie ?

AC : Les progrès technologiques appliqués aux cannes à pêche et aux moulinets n'ont pas rendu la chasse inutile ou obsolète. Il n'y a guère de sens à opposer le renseignement technique au renseignement humain. Ils sont interdépendants et complémentaires. Le progrès technologique a décuplé, voire centuplé, les capacités d'observation et d'écoute des services de renseignement. Mais il a ses limites et des trous dans sa raquette. Quelle que soit la sophistication des moyens techniques employés, celui qui observe et écoute par ces moyens n'est pas maître de la manœuvre. Il ne peut voir et entendre que ce que sa cible veut bien dire ou montrer. Et si la cible sait qu'elle est observée et écoutée, la porte est ouverte à l'intoxication et à la désinformation. Enfin et surtout, si le renseignement d'origine technologique permet plus que jamais de connaître de façon précise et détaillée la nature et l'état des forces hostiles, il ne permet pas de connaître le secret des intentions de ceux qui les emploient. Cela suppose alors l'entretien d'un capital de sources humaines au sein du cercle des décideurs adverses ou dans leur environnement immédiat.

Les comptables et les ignorants aiment bien le renseignement technique. Il est cher mais il fournit des résultats immédiats, visibles, vérifiables et quantifiables. Il a aussi l'avantage d'être sans risque politique puisqu'il peut s'exercer depuis chez soi sans s'exposer. Le renseignement humain, se joue sur le temps long. Il présente le danger de se faire prendre la main dans le sac en territoire adverse. Il est empreint de subjectivité et est souvent difficilement vérifiable dans l'immédiat. C'est pourquoi, face à l'explosion des capacités technologiques, les responsables politiques et financiers de nos États ont eu tendance dans les quelques décennies passées à privilégier le renseignement technique aux dépens – contraintes financières obligent – du renseignement de source humaine.

Israël n'a pas échappé à cette dérive venue tout droit des États-Unis qui n'ont pas le danger d'être au contact physique direct de l'adversaire. Les capacités en renseignement humain du Shabak en Cisjordanie et à Gaza, de l'Aman dans les pays du front et du Mossad dans le monde entier en ont pâti. Il faut reconnaître que la tâche n'est pas facile dans le contexte régional, en particulier à Gaza, où les autorités de fait n'hésitent pas à torturer et assassiner leurs contemporains au moindre soupçon – même totalement infondé – de collusion avec Israël. Mais la situation n'est guère différente au Liban, en Syrie ou en Iran. Il n'empêche – et la tuerie du 7 octobre 2023 en est la preuve – qu'au-delà des capacités techniques de connaissance de l'état des forces adverses, Israël doit retrouver sa capacité de connaissance et d'évaluation de leurs intentions.

LD : La collaboration croissante entre Moscou et Téhéran semble redessiner les alliances au Moyen-Orient, avec des implications potentiellement déstabilisatrices. Dans ce contexte, pensez-vous que le FSB pourrait jouer un rôle actif dans cette dynamique, et si oui, comment pourraient-ils s'intégrer dans les stratégies conjointes avec l'Iran ? Et surtout au prisme de l'ancienne coopération qui était notable jusqu'ici entre Israéliens et Russes ?

AC : La Russie et l'Iran, tous deux en difficulté dans leur contexte régional et international

respectif, se soutiennent l'un l'autre comme la corde soutient le pendu. Si cela permet de fabriquer quelques connivences diplomatiques, économiques, militaires et stratégiques, cela ne permet pas de déboucher sur des actions décisives et coordonnées. Ces limites sont particulièrement patentes dans le Caucase, face à l'Azerbaïdjan et la Turquie et même en Syrie où les deux « partenaires » se regardent en chiens de faïence. Très mobilisé par la situation en Ukraine et en Europe où il doit essayer de pallier certaines insuffisances de l'armée régulière, le FSB, qui a perdu beaucoup du potentiel ancien du KGB au Levant, n'a pas beaucoup de plus value à apporter aux Iraniens (Ministère du renseignement ou Pasdaran), dans la gestion des crises régionales. Pour l'instant, s'ils se rejoignent sur la redéfinition d'un ordre international hostile à l'Occident et aux États-Unis, leurs agendas ne sont pas vraiment convergents.

LD : Avec l'augmentation des cyberattaques imputées à l'Iran, comment les services de renseignement, notamment israéliens, se préparent-ils à contrer ces menaces, et quelle est votre analyse de l'implication croissante de la cybersécurité dans les conflits géopolitiques actuels ?

AC : La récente panne informatique mondiale imputable à une mise à jour de Microsoft, les pannes de la SNCF dues à des sabotages d'armoires informatiques, les paralysies récurrentes de services médicaux imputables à des cybercriminels montrent à quel point l'ensemble de nos activités civiles et militaires sont devenues totalement dépendantes d'un réseau informatique mondial mal maîtrisé et donc à quel point nos sociétés sont vulnérables et fragiles. Il suffit aujourd'hui à un hacker un peu doué d'appuyer sur un bouton « Enter » pour priver un pays entier, pendant plusieurs heures ou plusieurs jours, d'eau, d'électricité, de carburants, de transports, de transmissions, de services de soins et de secours. Ce que le grand public sait trop peu c'est que toute notre architecture informatique repose sur l'existence et le fonctionnement de quelques dizaines de « Data Center » dont le sabotage ou la destruction paralyserait totalement la vie du pays.

Il n'est donc pas étonnant que ces « goulots d'étranglement » et ces vulnérabilités soient devenus un objectif privilégié de nos adversaires et donc un axe prioritaire de nos préoccupations de défense nationale. C'est évidemment le cas pour Israël qui a tout de même pour atout d'avoir développé très tôt un secteur informatique parmi les plus performants du monde et, en conséquence, des capacités de cyberdéfense hors du commun et, en tout cas, très supérieures aux capacités offensives de l'Iran dans ce domaine.

LD : Les tensions entre Israël et l'Iran montent de plus en plus. Certains experts évoquent un risque accru de confrontation directe entre les deux nations. Quelle est votre évaluation de cette menace, et quelles mesures les services de renseignement peuvent-ils prendre pour prévenir une escalade nucléaire ? Et pourtant, comment expliquer qu'en dépit des déclarations belliqueuses iraniennes suite à l'élimination d'Ismaël Haniyeh le 31 juillet dernier en Iran, les représailles tant annoncées se font toujours attendre ?

AC : Les tensions entre Israël et l'Iran montent particulièrement dans les médias occidentaux et les chaînes de télévision en continu. Le risque de confrontation militaire directe entre les deux pays au delà de quelques gesticulations spectaculaires paraît plus qu'incertain. Ni l'un ni l'autre n'en a les moyens. On imagine mal l'armée iranienne traverser l'Irak et la Jordanie ou débarquer sur les plages méditerranéennes pour se colleter avec Tsahal.... De même on voit

mal comment l'armée israélienne, déjà en limite de portage dans ses opérations à Gaza, pourrait aller affronter l'Iran au sol en débarquant sur les rives du Golfe Persique.

L'éventualité d'un affrontement aérien croisé en cas de dramatisation du conflit ne peut être exclu mais ne mènerait pas à grand-chose. L'armée de l'air iranienne ne dispose en pratique que de vieux appareils d'avant la révolution islamique incapables de se mesurer aux appareils de l'État hébreu. L'armée de l'air israélienne est en mesure d'opérer des missions de bombardement sur l'Iran... Mais sur quels objectifs ? Pour quel résultat sans possibilité d'exploitation au sol ? Pour quel coût financier et surtout politique ? Car cela nécessiterait de traverser l'espace aérien de pays arabes qui n'ont pas vraiment de raison de l'autoriser. Et cela donnerait à l'Iran l'occasion de fustiger la complicité des monarchies sunnites avec les « sionistes ».

L'hypothèse d'une attaque massive par missiles et drones est régulièrement évoquée et l'Iran s'est déjà livré sans conviction à l'exercice. Il pourrait être tenté de recommencer sachant que le « dôme de fer » israélien, secondé par la flotte aéronavale américaine en Méditerranée orientale est efficace, mais qu'aucun système de protection n'est fiable à 100%. La chute d'un seul missile sur un territoire aussi densément peuplé qu'Israël serait dévastatrice et aurait des conséquences politiques incalculables. Cela entraînerait certainement une lourde riposte israélienne mais le régime des mollahs est moins sensible que le pouvoir israélien aux pertes humaines parmi sa population. Et, au total, on resterait dans l'impasse.

Quant à l'hypothèse d'une « escalade nucléaire », elle relève pour l'instant du fantasme, du journalisme à sensation ou de l'ignorance de pseudo-experts. L'Iran veut être ce que l'on appelle un « pays du seuil », c'est-à-dire susceptible d'avoir la bombe dans un délai de quelques semaines à quelques mois, mais il n'y est pas encore. C'est ce que pressentait dès l'an 2000 le regretté Ephraïm Halévy, alors patron du Mossad, qui s'était fixé comme objectif de retarder par tous les moyens l'échéance qu'il considérait comme inéluctable. Le Mossad est effectivement parvenu à retarder l'échéance mais, sauf bouleversement majeur, celle-ci demeure inéluctable.

Il n'en reste pas moins que c'est un domaine où la doctrine iranienne rejoint la doctrine de dissuasion de plusieurs pays occidentaux : avoir la bombe pour ne pas avoir à s'en servir. D'ailleurs la motivation initiale de l'Iran dans sa course à l'armement nucléaire n'était pas de se confronter à Israël mais de dissuader les monarchies sunnites alliées à l'Occident de lui refaire le coup de la guerre Iran-Irak avec son million de morts, ses trois millions d'éclopés, ses veuves et orphelins de guerre.

Le régime des mollahs a tout fait pour s'assurer une carte palestinienne dans son jeu stratégique dans la perspective de règlement des conflits régionaux dont il ne veut pas être exclu et pour montrer son rôle de fer de lance de la cause islamique alors que les monarchies sunnites se soumettent à Israël et à l'Occident. Téhéran a clairement instrumentalisé le Hamas et n'a pas hésité à le sacrifier en l'incitant à l'atroce opération du 7 octobre pour casser durablement la dynamique des accords d'Abraham et du rapprochement entre Israël et les pays arabes sunnites. Les Iraniens ne pouvaient ignorer que la riposte israélienne serait impitoyable et détruirait leur instrument. Mais le jeu en valait la chandelle et, pour les théocrates chiites persans, faire massacrer des Arabes sunnites et Frères Musulmans ne constitue pas un bien grand dommage par rapport au bénéfice engrangé. C'est ce qui explique

en grande partie la « retenue » du Hezbollah libanais et de l'Iran lui-même face au désastre des Palestiniens de Gaza et à l'assassinat des dirigeants du Hamas. Comme on ne peut quand même pas ne rien faire face au défi, les proxys de l'Iran - Hezbollah, groupes chiites syriens et irakiens, Houthis yéménites - s'exercent à d'habituelles frappes de missiles et roquettes mais se gardent bien de tout engagement direct.

LD : Dans un contexte où les conflits traditionnels cèdent de plus en plus de terrain aux guerres de l'ombre, notamment dans les domaines du cyberspace et du renseignement, comment évaluez-vous l'évolution de ces nouvelles formes de confrontation ? Les services de renseignement, tels que ceux d'Israël et de l'Iran, se préparent-ils à un avenir où la supériorité technologique et la maîtrise de l'information surpassent les moyens militaires conventionnels ?

AC : Le budget militaire annuel de la Russie est d'environ 80 milliards de dollars. Celui de la Chine de 240 milliards. Le budget militaire cumulé des États-Unis et des pays de l'OTAN est de 1200 milliards.... Face à un tel déséquilibre de moyens appuyés sur une supériorité matérielle et technologique pour l'instant insurpassable, il est parfaitement vain et suicidaire de vouloir s'opposer à l'Occident par des moyens armés conventionnels. Le dernier à ne pas l'avoir compris est Saddam Hussein qui a accepté en 2003 une confrontation conventionnelle directe. Il en a payé le prix. Ses voisins plus subtils comme l'Iran, la Syrie ou la Libye qui avaient fait dans les années 80 du terrorisme une arme ordinaire de leurs relations internationales l'avaient bien compris et en ont engrangé des bénéfices inespérés

Dans cette situation de déséquilibre conventionnel, il n'y a donc que deux options pour ceux qui ne veulent pas se soumettre à l'hégémonie atlantiste : posséder la capacité nucléaire (et les vecteurs nécessaires à sa mise en œuvre) ou avoir recours à des stratégies sournoises et indirectes du faible au fort reposant sur l'utilisation du terrorisme, de la criminalité transnationale organisée, de l'influence, de l'espionnage, de la désinformation, de la cybernuisance.

La Corée du Nord a opté pour une stratégie nucléaire exclusive que son Président met spectaculairement et régulièrement en scène. L'Iran et ses proxys s'appuient sur un cocktail des deux en mettant en œuvre à peu près toutes les manœuvres du faible au fort - sans évidemment en assumer la responsabilité - dans l'attente d'une accession à la capacité atomique.

C'est donc bien à cet état des choses mouvant et polymorphe que les forces armées et services occidentaux - y compris ceux d'Israël - doivent s'adapter. Il y faut pour certains une sorte de « révolution culturelle » pour admettre que le temps n'est plus à la force brute du déferlement d'unités blindées et mécanisées en rase campagne sous couvert de supériorité aérienne, mais aux coups bas, aux opérations clandestines, aux tactiques indirectes qui sont plutôt de la compétence des services d'action spécialisés que des grandes unités constituées autour de leur drapeau. En France, le budget de la DGSE représente à peu près un pour cent du budget de la défense. Ce qui signifie qu'en amputant la défense conventionnelle d'un pour cent de son budget il serait possible de doubler les moyens de la DGSE....

LD : Ainsi, les principes éthiques et les règles de guerre traditionnelles sont-ils encore pertinents ? Existe-t-il des normes ou des cadres internationaux qui régissent

ces nouveaux terrains de conflit, ou sommes-nous dans une zone grise où tout est permis pour atteindre ses objectifs stratégiques ?

AC : L'histoire et l'expérience prouvent que les soi-disant « principes éthiques » et « règles de guerre traditionnelles » sont des notions à géométrie variable soumises à l'interprétation personnelle des belligérants et n'ont pratiquement jamais été respectés - y compris par ceux qui s'en réclamaient - au cours des conflits du XXe siècle : guerres mondiales, guerres régionales, guerres coloniales, conflits locaux en marge de la guerre froide, « guerres antiterroristes », etc.

Ce ne sont pas d'épouvantables tortionnaires méprisants des droits de l'homme qui ont légalisé la torture, vitrifié des villes entières sous de tapis de bombes incendiaires ou des bombes atomiques, répandu *larga manu* des produits chimiques toxiques, massacré et incendié des villages entiers, interné sans procédure et sans jugement des suspects adverses dans des cages en fer pendant des décennies...

Il va de soi que le passage des conflits armés conventionnels à des tactiques sournoises et clandestines du faible au fort fait entrer les protagonistes dans une zone grise de non droit où tous les coups sont permis puisque la clandestinité de l'action est censée mettre les auteurs à l'abri de toute sanction.

LD : Enfin, nous savons que les services de renseignement importants des pays arabes comme ceux de l'Égypte, de l'Arabie saoudite, des Émirats et du Qatar par exemple sont très actifs depuis 10 mois dans les négociations, soit dans la libération des otages israéliens ou des divers cessez-le-feu entre Israël et le Hamas. Après tout ce temps quel est le bilan de ces services spéciaux, leurs relations plutôt bonnes jusqu'en octobre dernier avec les Israéliens sont-elles remises en cause définitivement et vont-ils jouer un rôle pour la fin de ce conflit et « l'après-Hamas » ?

AC : Les services de renseignement des pétromonarchies sont plutôt des services de protection et de sécurité des familles régnantes en place que des services de renseignement au sens où nous l'entendons.

D'une manière générale, les dirigeants arabes n'ont qu'une confiance limitée dans leur propre ministère des affaires étrangères dont ils ne maîtrisent pas le recrutement puisque la fonction nécessite une certaine technicité alors que les membres de leurs services de sécurité sont cooptés sur la base de connivences familiales, féodales ou tribales.

Et ils ont une confiance nulle dans les ministères des affaires étrangères des pays occidentaux qu'ils jugent majoritairement indiscrets, donneurs de leçons et hostiles. Ils leur préfèrent donc les relations de personne à personne ou les relations nouées de service de renseignement à service de renseignement.

Ils ont donc tendance à faire de leurs services un rouage essentiel de leur relation extérieure. D'ailleurs, dans les pays « bien tenus » - comme l'était la Libye de Kadhafi il était devenu d'usage que le chef des services spéciaux cumule ce poste avec celui de ministre des affaires étrangères comme le furent Ibrahim Bishari ou Moussa Koussa.... Et on voit bien que les négociations actuelles autour du sort des otages israéliens et de la tragédie gazaouie sont du ressort exclusif des chefs des services spéciaux, que ce soit du côté arabe ou du côté israélien

ou américain.

La compétence des services qataris ou saoudiens en ce qui concerne les problématiques liées au Hamas est incontestable puisque ce sont ces mêmes services qui pendant de nombreuses années ont financé, favorisé, soutenu politiquement le mouvement terroriste islamiste et donné protection et asile à ses chefs qu'ils connaissent donc parfaitement. C'est sans doute un point qui mériterait réflexion quand l'urgent dossier du sort des otages aura pu être soldé...

Par souci de sécurité face à des voisins menaçants, les services qataris poursuivront à bas bruit leurs relations avec les services israéliens initiées depuis plus de vingt ans. De même les services saoudiens face au danger commun que représente l'Iran des mollahs. De même que les services égyptiens confrontés au même risque qu'Israël de la part des Frères Musulmans. Mais la dynamique politique des « Accords d'Abraham » par laquelle Benjamin Netanyahu pensait pouvoir normaliser les relations de l'État hébreu avec son environnement islamique sunnite est brisée sans doute pour longtemps. C'est une victoire dans la confrontation asymétrique qui oppose l'Iran à son environnement wahhabite, à Israël et à l'Occident.

Propos d'Alain CHOUET, Ancien directeur du renseignement de la DGSE
recueillis par Mathilde GEORGES pour *Le Diplomate* (19 août 2024)

[Janvier 1944 : la relève de Camelia arrive à Clermont-Ferrand](#)

Category: 1940-1944 : Résistances en France, 1942-1945, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Renseignement, Services allemands, Source MAD, Travaux ruraux
22 janvier 2025

Le texte ci-après est tiré des archives inédites du Colonel Paul Bernard, l'un de nos grands anciens du TR. Il relate, avec un certain humour, son arrivée à Clermont-Ferrand en 1944 pour reprendre la direction de " Camélia " après l'arrestation du Capitaine M. A. Mercier. L'expression " Agence immobilière " est l'appellation de l'entreprise des " Travaux Ruraux " (TR) donnée par Pierre Nord dans son livre (en 3 tomes) " mes camarades sont morts ". Notre ami, le Colonel Xavier Bernard, souhaitait voir publier ce témoignage à l'occasion du dixième anniversaire du décès de son père.

Par un froid matin de janvier 1944, un être assez minable descendait du train en gare de Clermont-Ferrand. Petit, maigriot, pâle, mal vêtu, il avait cet air famélique et préoccupé du licencié de partout pour incapacité notoire. Portant avec peine une vieille valise éculée il se dirigea cahin-caha vers la sortie et le gendarme allemand de service jeta du haut de ses 1 m 90 un regard de profond dédain sur ce lamentable représentant de la dégénérescence française. Le Capitaine Bihan (Paul Bernard) récemment promu chef de la succursale Camélia de l'Agence immobilière (Travaux Ruraux : c'est-à-dire Chef du Réseau Centre du Service de

Contre-Espionnage), prenait contact avec sa nouvelle garnison.

Il aurait été pour le moins optimiste de prétendre que tout allait pour le mieux, à cette époque, au sein de l'Agence immobilière. Depuis deux mois les coups durs se succédaient même à une cadence exagérée. Vers le 15 novembre le poste Rose de Toulouse avait perdu son chef. C'était la troisième fois en moins d'un an que ce poste se trouvait décapité. Le 26 novembre l'équipe chargée des embarquements par sous-marin était tombée dans une embuscade. Bilan : un tué, une valise de courrier et un poste radio perdus, la liaison maritime avec Alger coupée.

Le 29 novembre Durand, chef de l'équipe d'embarquement, avait été arrêté par suite de la trahison d'un agent double. Dans les premiers jours de décembre la police allemande de Paris arrêtait le Capitaine Laprune, celle de Nantes mettait la main sur le Lieutenant de Vaisseau Lavallée et toute son équipe tandis qu'à Marseille l'Oberscharführer Delage (Dunker) arrêtait trois agents du poste Glaïeul dont un agent double qui allait parler et provoquer d'autres arrestations.

Le 6 décembre deux agents de liaison étaient pris à Paris avec une valise de courrier.

Le 11 décembre le Capitaine Mordant (Roger Morange), chef de poste Glaïeul, attiré dans un guet-apens était blessé et arrêté ainsi qu'un sous-officier. Le même jour en gare de Roanne était arrêté le Capitaine Marchand (M. A. Mercier) chef du réseau Camélia et adjoint du Commandant Laforêt (Lafont alias Verneuil) grand chef de l'Agence immobilière pour la France. En même temps que lui un des meilleurs agents de liaison du Service tombait aux mains de l'ennemi. A la suite de ces arrestations le Commandant Laforêt acharné à reconstituer ses équipes avait désigné comme successeur de Marchand le Capitaine Bihan que nous venons de voir débarquer si triomphalement à Clermont-Ferrand.

Au cours d'un interminable voyage le nouveau chef de réseau avait eu tout le temps de savourer les joies de sa nomination, Camélia était un commandement de choix : 19 départements, des chefs de postes gonflés à bloc, la perspective de récolter à Limoges, à Vichy, à Lyon des tas de renseignements intéressants, il y avait de quoi mettre l'eau à la bouche. Pour l'instant cependant, Bihan était préoccupé par une question plus terre à terre. Il cherchait un logement et il avait quelques raisons personnelles de ne pas considérer les hôtels et les meublés comme des havres de tout repos.

Il existe encore, heureusement, en province, un certain nombre de foyers dont la tranquillité ouatée, basée sur des traditions familiales centenaires, est capable de résister aux plus effroyables bouleversements. Dans les " années terribles " lorsque traqués, saouls de fatigue et d'énerverment, écœurés par les trahisons et les reniements, les pauvres hommes qui s'accrochent à la lutte contre le vainqueur cherchent avec angoisse une aide et un repos, leurs rêves leur montrent la maison calme et quiète où il ferait si bon oublier de temps en temps les rafles, les perquisitions, les tortures, tout ce sang et cette fange dans laquelle ils pataugent quotidiennement.

C'est vers une de ces " calmes retraites " que se dirigeait le Capitaine Bihan. Une tante de sa femme, Madame de B... habitait en effet à ClermontFerrand.

La famille de B... n'est pas inconnue dans les milieux militaires. Officiers ou soldats, les hommes qui portent ce nom ont coutume de jalonner de leurs tombes les champs de bataille où

se joue le sort du pays. La branche clermontoise de la famille était bien loin de cette gloire militaire. Veuve depuis un an, Madame de B... habitait avec sa fille Odile et une demoiselle de compagnie, Françoise. Au physique ces trois personnes étaient fort dissemblables.

Madame de B..., blanche de cheveux, toute menue, douce et tranquille faisait un curieux contraste avec sa fille fortement charpentée, énergique, décidée, sachant très bien imposer sa volonté d'un froncement de ses épais sourcils noirs. Quant à Françoise elle joignait à l'aspect menu de Madame de B... le dynamisme de sa fille. Par contre sur le plan moral toutes trois présentaient de grandes ressemblances. Très pieuses, menant une vie presque monacale, lectrices du Tiers Ordre de Saint François elles avaient orienté leur existence vers les bonnes œuvres et le salut de leurs âmes. Les activités de la Gestapo devaient leur être aussi étrangères que celles d'hypothétiques Martiens. Impossible pour un hors la loi de trouver un abri plus sûr que cette maison de paix. Du point de vue matériel, l'immeuble qu'elles habitaient se présentait sous forme d'une maison bien construite, dans un quartier tranquille à mi-distance entre la gare et le centre ville. Deux entrées, l'une sur la rue, l'autre sur des jardins permettaient des allées et venues relativement discrètes. La famille de B...

se réservait le 1er et le 3e étages et avait loué le rez-de-chaussée et le second. Les seuls inconvénients de l'immeuble étaient, outre cette présence de locataires inconnus, la proximité du PC de la Milice et celle de l'Université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand. Tout compte fait le Capitaine Bihan considérait cette maison comme providentielle et voici comment il raconte la façon dont il fut reçu :

En sonnant chez ma tante de B... j'étais un peu inquiet. On a beau être devenu assez rossard et peu scrupuleux, il est quand même difficile d'imposer sa présence à une famille sans la prévenir que votre présence risque d'être aussi pleine de charme que celle de la peste ou du choléra. Je fus accueilli à bras ouverts et après avoir parlé quelques minutes de questions familiales je risquais une allusion timide à la difficulté de trouver un logement. Immédiatement, avec un bon sourire, Madame de B... déclara : Mon cher enfant j'espère bien que vous nous ferez le plaisir de vous installer parmi nous. Avec quelques circonlocutions j'entrais alors dans le vif du sujet : ma tante savait certainement que je faisais un peu de Résistance mais elle ignorait peut-être que cela me prenait du temps, m'obligeait à une vie peu régulière, à de fréquents déplacements et que je devais aussi recevoir certaines personnes, bref qu'il y avait à craindre que ces allées et venues n'attirent l'attention des Allemands... ce qui présentait des risques... des risques que... plus j'allais, plus le sourire s'apanouissait sur le visage de mes interlocutrices... " Mais oui, mais oui disait tantôt l'une, tantôt l'autre, cela va de soi. C'est tout naturel, des risques ? Bien sûr mais le ciel nous protégera ".

J'admirais la candeur naïve de personnes assez éloignées des choses de ce monde pour ne même pas soupçonner les méthodes chères aux Allemands. Très touché de l'affection qui m'était témoignée, j'avais de plus en plus l'impression d'être un dégoûtant personnage abusant de l'ignorance et de la bonne foi de ces braves cœurs pour les entraîner à leur perte. Mais nécessité fait loi et, sans pousser l'hypocrisie jusqu'à me faire prier, j'acceptais l'invitation qui m'était faite.

Un peu avant le déjeuner, Odile m'avertit qu'un ménage de réfugiés partagerait notre repas. Effectivement, lorsque je descendis à la salle à manger je me trouvais en face d'un couple d'allure jeune, présentant deux particularités qui m'étonnèrent un peu : d'abord ces invités

étaient en pantoufles et tenue d'intérieur ce qui semblait indiquer qu'ils habitaient la maison, ensuite l'homme possédait à un degré difficile à égaler, tous les caractères de l'Israélite d'Europe Centrale. Tous deux parlaient français avec un sérieux accent. J'appris qu'ils étaient Lettons et qu'ils habitaient la chambre voisine de la mienne. Puisque nous devions cohabiter il fallait se montrer aimable. J'eus le malheur de m'apitoyer sur la Lettonie qui depuis 1939 avait été deux fois envahie par les Russes et les Allemands. M. Pierre (c'est le nom qu'on donnait au mari), m'interrompit sèchement en précisant que la Lettonie, terre russe, n'avait pas été envahie par l'URSS mais libérée du joug d'un gouvernement infâme exécré de tous les bons Lettons. Je me le tins pour dit et orientais d'urgence la conversation vers les mérites respectifs de la pluie et du beau temps.

Après le repas, je demandais à ma famille quelques explications sur ces Lettons dont le patriotisme me semblait curieux. J'appris alors que nés en Lettonie avant 1918 ils avaient conservé la nationalité soviétique puis étaient venus se fixer en France, le mari comme ingénieur et la femme comme traductrice à l'ambassade d'URSS. Ils habitaient depuis plusieurs mois chez Madame de B... à laquelle ils avaient été confiés par une organisation d'extrême-gauche.

Je commençais à me demander sérieusement si mes parentes étaient aussi naïves qu'elles voulaient bien le paraître. En tous cas mon asile était certainement moins sûr que je ne l'avais cru.

Dès le lendemain, j'eus un nouveau motif d'étonnement. Odile partie de bon matin avec une poussette, revint avec un morceau de bœuf d'une vingtaine de kilos que M. Pierre s'empressa de débiter. Comment ? Cette pieuse famille se livrait au marché noir ? C'était incroyable. Pourtant dans le courant de l'après-midi un certain nombre de personnes vinrent prendre livraison des paquets préparés par M. Pierre. Pas de doute, j'étais tombé chez d'affreux trafiquants. C'était gai ! Pour peu que la Police économique ait vent de la chose et perquisitionne, elle ne manquerait pas de s'étonner de la présence du Letton judéo-marxiste et par voie de conséquence manifesterait peut-être à mon égard une curiosité déplacée.

Il fallait que ce trafic cesse. Mes ouvertures en ce sens se heurtèrent à un refus aimable mais ferme et on m'expliqua que ce trafic n'était qu'une " couverture ".

Il s'agissait de masquer la destination des gros achats de denrées effectués par la famille de B... pour nourrir " quelques petits ". Les " petits " en question étaient de bons jeunes gens en voie d'acheminement vers les maquis du Massif Central. On me prévint d'ailleurs que j'aurais certainement le plaisir de faire connaissance avec certains d'entre eux car la maison servait en cas de besoin de lieu d'hébergement. De mieux en mieux, pour un coin tranquille j'avais choisi un coin vraiment tranquille.

Peu après Françoise vint annoncer que le jeune homme et la jeune femme étaient là. Vaguement inquiet je me hâtai de demander qui étaient ces nouveaux personnages. On me répondit avec la plus suave tranquillité qu'il s'agissait d'une entreprise de fabrication de faux-papiers à l'usage des Israélites et des jeunes gens en rupture de STO. Sachant la maison à l'abri de tout soupçon, les dirigeants de cette entreprise l'avaient choisie pour y installer leur laboratoire technique.

Timidement je demandais si par hasard je connaissais maintenant toutes les activités clandestines de la famille. Bien sûr que non ! D'abord " on " n'avait pas eu encore l'occasion de

manifester son amitié à nos fidèles alliés anglo-saxons, c'était une lacune regrettable mais tout espoir n'était pas perdu de ce côté. Odile s'était en effet abouchée avec une filière d'évasions et espérait avoir le plaisir d'héberger un jour des aviateurs anglais ou américains. " On " avait également logé quelques anti-vichystes notoires pris dans les milieux politiques ou journalistiques et " on " ne désespérait pas de recommencer. " On " avait aussi eu le plaisir d'héberger quelques temps un des principaux dirigeants des Services Spéciaux. Enfin pour ne rien oublier, il fallait bien avouer qu'"on" diffusait un peu de presse clandestine, en particulier les Cahiers du Témoignage Chrétien.

C'était tout... pour l'instant, mais " on " espérait bien que ma présence allait permettre de mener une vie un peu plus active.

Ahuri, j'écoutais cet exposé en repassant dans mon esprit les prescriptions du " vade-mecum du parfait espion en campagne ":

- Ne jamais se lancer dans plusieurs activités clandestines à la fois.
- Ne pas camoufler dans un même local des matériels appartenant à plusieurs organisations.
- Éviter tout contact entre membres d'organisations différentes.
- Ne jamais utiliser un local d'habitation comme local de travail.
- (...)

Je voyais d'ici la tête du Commandant Laforêt lorsque je lui rendrai compte de l'installation de mon PC.

D'autre part il fallait bien que je commence mon travail : fils du réseau à renouer, nouvelles instructions à apporter aux différents postes, liaisons radio à reprendre. Non, décidément, je n'avais pas le temps de chercher un autre gîte avant quelques jours. Installons-nous donc provisoirement.

Ce provisoire allait durer très exactement jusqu'à la Libération et allait permettre au Capitaine Bihan de connaître l'âge d'Or sans être jamais inquiété, du moins à cause de son implantation.

NB : une suite de ces souvenirs est envisagée en fonction du dépouillement des archives du Colonel Paul Bernard.

Source : Bulletin n° 225

Fiction et réalité sur les services spéciaux

Category: Extraits de bulletin

22 janvier 2025

Rien n'est pernicieux aux hommes autant que l'habitude d'entendre émettre sans cesse, sur le mode léger, des idées et des traits sur les choses sérieuses. Ils finissent par les accepter pour leur divertissement parce que, trop souvent, leur ignorance de ces choses les rend incapables de prendre leur défense et de s'opposer à leur discrédit.

Ainsi naissent et se propagent les idées fausses. Quand une institution a été par ce procédé compromise, il suffit pour mettre le comble à sa défaveur et pour passionner les esprits, d'un incident bénin ou malheureux, qui la cite devant l'opinion. Les SERVICES SPECIAUX DE LA DÉFENSE NATIONALE ont eu récemment ce sort infortuné (1962).